

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1673)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 313

présenté par

M. Delaporte, M. Aviragnet, M. Califer, M. Guedj, M. David, M. Baptiste, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Hajar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE PREMIER

I. – À la fin de l'alinéa 4, substituer aux mots :

« opérateur France Travail »,

les mots :

« institution mentionnée à l'article L. 5312-1 ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 19, procéder à la même substitution.

III. – En conséquence, à la seconde phrase de l'alinéa 20, substituer aux mots :

« opérateur France Travail »

les mots :

« institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du présent code ».

IV. – En conséquence, à la première phrase de l'alinéa 24, substituer aux mots :

« opérateur France Travail »,

les mots :

« institution mentionnée à l'article L. 5312-1 ».

V. – En conséquence, aux alinéas 27, 29 et 35, procéder à la même substitution.

VI. – En conséquence, à la deuxième phrase de l'alinéa 40, substituer aux mots :

« opérateur France Travail »,

les mots :

« institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail ».

VII. – En conséquence, à la même phrase du même alinéa, substituer aux mots :

« code du travail »

les mots :

« même code ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés socialistes et apparentés vise à rétablir le changement de dénomination "d'opérateur France Travail" en "Pôle emploi".

Nous pensons que ce changement de nom est inutile et va créer de la confusion parmi les nombreux acteurs du réseau des acteurs de l'insertion et de l'emploi.

Par ailleurs, ce changement va être coûteux.

A titre de rappel, le changement de l'ANPE en Pôle Emploi avait coûté en 2008 2,4 millions d'euros.

Sans même tenir compte de l'inflation, cela représente aujourd'hui 1 an de versement de RSA pour 400 personnes.

Nous pensons que l'argent public sera mieux utilisé à aider à la survie de ces 400 personnes plutôt qu'à payer des prestataires privés en communication et graphisme.